



## CHAPITRE 25

Loi concernant « Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier »

[Sanctionnée le 15 mars 1966]

Préambule.

ATTENDU que la corporation « Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier » a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 104, modifiée par la loi 2 George VI, chapitre 132;

Que depuis lors la corporation s'est développée et qu'il y a lieu de lui accorder des pouvoirs corporatifs plus amples et plus appropriés;

Que Son Éminence le Cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec, a donné son assentiment à la présentation de cette pétition;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1904, c. 104, a. 1, remp.

1. L'article 1 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 104, remplacé par l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 132, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nom.

« 1. a) La corporation déjà existante sous le nom de « Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier », ci-après appelée « la corporation », a pour nom « Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier »;

## CHAPTER 25

An Act respecting "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier"

[Assented to 15th March 1966]

Preamble.

WHEREAS the corporation "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier" has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 4 Edward VII, chapter 104, amended by the act 2 George VI, chapter 132;

That since then the corporation has expanded and it is expedient to grant it more extensive and more appropriate corporate powers;

That His Eminence Maurice Cardinal Roy, Archbishop of Quebec, has consented to the presentation of such petition;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 4 Edward VII, chapter 104, replaced by section 1 of the act 2 George VI, chapter 132, is again replaced by the following:

1904, c. 104, s. 1, replaced.

Name.

"1. (a) The corporation already existing under the name of "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier", hereinafter called "the corporation", shall have the name of "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier";

Membres. *b)* Les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation connue sous le nom de « Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier », ci-après appelée « la Congrégation » et qui sont ou seront attachées à une maison de la Congrégation dans la province de Québec sont membres de droit de la corporation mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elle restent membres de la Congrégation. »

1904, c. 104, a. 2, remp. **2.** L'article 2 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 2 George VI, chapitre 132, est de nouveau remplacé par le suivant:

Pouvoirs de la corporation. « **2.** La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et peut spécialement:

*a)* avoir un sceau et le modifier à volonté;

*b)* ester en justice;

*c)* acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

*d)* acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des résidences de religieuses, juvénats, scolasticats, noviciats, chapelles, maisons de retraite, hospices, refuges, maisons de repos, orphelinats, crèches, ouvroirs, asiles, foyers d'accueil, écoles maternelles, maisons d'enseignement ou d'éducation, bibliothèques et terrains de jeux, ainsi que des infirmeries conformément aux dispositions du paragraphe *a* de l'article 1 de la Loi des hôpitaux;

*e)* s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

*f)* faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

*g)* hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ses biens meubles ou les grever d'une autre charge pour assurer le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

*h)* émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

*i)* notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles

*b)* The persons who are or shall become Members of the congregation known under the name of "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier", hereinafter called "the Congregation", and who are or shall be assigned to a house of the Congregation in the province of Quebec shall be members of right of the corporation, but only as long as they remain so assigned and continue to be members of the Congregation."

**2.** Section 2 of the said act, replaced by section 2 of the act 2 George VI, chapter 132, is again replaced by the following:

"**2.** The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular:

*(a)* have a seal and alter it at will;

*(b)* appear before the courts;

*(c)* acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

*(d)* acquire, establish, possess, maintain, administer and manage residences for nuns, juvenates, scholasticates, novitiates, chapels, retreats, hospices, refuges, rest homes, orphanages, crèches, workrooms, asylums, guest-houses, kindergartens, educational and teaching establishments, libraries and playgrounds as well as infirmaries in conformity with the provisions of paragraph *a* of section 1 of the Hospitals Act;

*(e)* bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

*(f)* borrow money on its credit by any method recognized by law;

*(g)* hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the repayment of its loans or the carrying out of its obligations;

*(h)* issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

*(i)* notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession there-

et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommiss, conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute corporation constituée en vertu des dispositions des articles 24 et 25 de la présente loi, lui céder tout bien, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, tout legs ou toute autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux ou à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1964, chapitre 310), et faire tenir les registres de l'état civil constatant ces inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de ces ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

of, moveable and immoveable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275) or any act that may replace it;

(j) invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(k) assist any corporation constituted under sections 24 and 25 of this act, cede any property, gratuitously or not, and make loans to and secure or guarantee the obligations and engagements of such person or corporation;

(l) accept any gift, legacy or other liberality;

(m) acquire, possess, administer and alienate any moveable or immoveable property, by all legal methods and under any title;

(n) establish and maintain cemeteries and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1964, chapter 310) and cause to be kept the registers of civil status for such burials, and disinterments, by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

(o) erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects whether they are immoveables owned by the corporation or those of which it has the enjoyment only, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

(p) provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

*q)* céder ou aliéner autrement la totalité ou une partie de ses entreprises et œuvres gratuitement, ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

*r)* conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

*s)* demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui pourraient être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

*t)* conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires;

*u)* accomplir toutes autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.»

1904, c.  
104, a. 3,  
remp.

**3.** L'article 3 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 2 George VI, chapitre 132, est de nouveau remplacé par le suivant:

Fins.

« **3.** Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'enseignement et l'éducation. »

1904, c.  
104, a. 4,  
remp.

**4.** L'article 4 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 2 George VI, chapitre 132, est de nouveau remplacé par le suivant:

Conseil  
d'adminis-  
tration.

« **4.** Les pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil d'administration.

Idem.

Le nombre, les qualités requises, la nomination et l'élection des membres de ce conseil, la durée de leurs fonctions, leurs pouvoirs et devoirs sont déterminés par les règlements de la corporation.»

*(q)* cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

*(r)* make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

*(s)* solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

*(t)* make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or activities which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes;

*(u)* do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.»

**3.** Section 3 of the said act, replaced by section 3 of the act 2 George VI, chapter 132, is again replaced by the following:

1904, c.  
104, s. 3,  
replaced.

“**3.** The objects of the corporation shall be religion, charity, instruction and education.”

Objects.

**4.** Section 4 of the said act, replaced by section 4 of the act 2 George VI, chapter 132, is again replaced by the following:

1904, c.  
104, s. 4,  
replaced.

“**4.** The powers of the corporation shall be exercised by its board of management.”

Board of  
manage-  
ment.

The number, qualifications required, appointment and election of the members of such board, their terms of office, powers and duties shall be determined by the by-laws of the corporation.”

Idem.



1904, c.  
104, a. 5,  
rempl.

**5.** L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 132, est de nouveau remplacé par le suivant:

Règle-  
ments.

« **5.** La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins;
- d) la gestion, l'administration, l'usage et la disposition de ses biens, de ses œuvres et de ses entreprises;
- e) la poursuite de ses fins. »

1904, c.  
104, aa.  
6 à 27 aj.

**6.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant les articles suivants:

Siège  
social.

« **6.** Le siège social de la corporation est en la cité de Québec.

Immeu-  
bles non  
utilisés.

« **7.** La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui pendant une période de sept années consécutives n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

Fonda-  
tions.

« **8.** La corporation peut accepter des fondations pour des fins religieuses, charitables, éducatives ou d'assistance et, par conséquent, recevoir à titre de dépositaire légal ou de ministre fiduciaire, de légataire ou de donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autre mode de transmission par le fondateur et s'obliger à exécuter les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur exécution que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patri-  
moine dis-  
tinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct, qui doit être géré et administré séparément et pour lequel la corporation doit tenir une comptabilité distincte. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un pro-

**5.** Section 5 of the said act, replaced by section 5 of the act 2 George VI, chapter 132, is again replaced by the following:

1904, c.  
104, s. 5,  
replaced.

“**5.** The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting:

- (a) its internal management;
- (b) the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;
- (c) the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects;
- (d) the management, administration, use and disposal of its property, works and undertakings;
- (e) the pursuit of its objects.”

**6.** The said act is amended by adding thereto the following sections:

1904, c.  
104, ss.  
6 to 27  
added.

“**6.** The corporate seat of the corporation shall be in the city of Quebec. Corporate seat.

“**7.** The corporation must dispose, within a reasonable time, of immovables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for its objects. Immovea-  
bles not  
used.

“**8.** The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depository, fiduciary agent, legatee or donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder, and bind itself to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets. Endow-  
ments.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, and for which the corporation shall keep separate accounts. The corporation shall exercise the rights of ab-

Distinct  
patrimo-  
ny.

propriétaire absolu et elle peut employer un sceau particulier pour chacun.

Autorisation requise.

La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation avant d'accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens de ces fondations qu'avec l'autorisation de ce clerc et elle doit les administrer sous sa surveillance.

solute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.

The corporation must be specially authorized by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated before accepting such endowments; it may invest the property thereof only with the authorization of such clergyman and must administer the same under his supervision.

Dots.

« 9. Les dots constituées par ses membres ou pour eux sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article 8, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de la corporation.

“9. Settlements constituted by or for its members shall be considered as endowments made under section 8, as long as they have not become the permanent property of the corporation.

Changement de nom, etc.

« 10. La corporation, du consentement de son visiteur et du secrétaire de la province, peut changer son nom ou le lieu de son siège social qui doit toujours être fixé dans la province. Une telle modification entre en vigueur le sixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

“10. With the consent of its visitor and of the Provincial Secretary, the corporation may change its name or the location of its corporate seat, which must always be located in the Province. Such change shall come into force on the sixtieth day after the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Fonds d'amortissement.

« 11. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

“11. The corporation must establish a sinking-fund for all issues of bonds or debentures which it may make and which are not payable by annual instalments.

Copie de tout acte de fiducie.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Activités des membres.

« 12. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu des dispositions de la présente loi et en arrêter les conditions par une convention qui, nonobstant toute loi à ce contraire, produit ses effets tant qu'il reste membre de la corporation.

“12. Any member of the corporation may engage her activities in the service of the corporation or of any corporation created under this act and determine the conditions thereof by an agreement which shall have effect notwithstanding any law to the contrary as long as she remains a member of the corporation.

Désignation des membres.

« 13. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné sous le nom qu'il porte en religion.

“13. Any member of the corporation may designate herself and be designated by the name she bears in religion.

Demande de dissolution par membre prohibée, etc.

« 14. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution ni réclamer de la corporation ou de toute corporation constituée en vertu de la présente loi, même s'il cesse d'en être membre, quelque compensation pour le travail accompli au service ou au bénéfice de l'une ou de l'autre.

“14. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, or from any corporation constituted under this act, even on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done in the service or for the benefit of either. Members' rights limited.

Représentation des membres par la corporation.

« 15. La corporation représente ses membres et peut, en son nom, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils se rapportant aux biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

a) exercer en justice leurs recours;

b) de sa propre autorité et en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

“15. The corporation represents its members and may, in its name but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

(a) exercise their judicial recourses;

(b) of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours établis par la loi au cas de décès accidentel de ses membres.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses in damages as are provided by law in the case of the accidental death of any of its members. Certain recourses.

Autorisation requise du visiteur.

« 16. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations et des dots, les pouvoirs suivants:

a) le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;

b) le pouvoir de placer des capitaux;

c) le pouvoir de faire de nouvelles constructions;

d) le pouvoir de faire des emprunts de deniers;

e) le pouvoir d'établir, d'acquérir ou d'aliéner une œuvre ou une entreprise;

f) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 8;

g) les pouvoirs énoncés aux paragraphes g, h, i, j, k, n, q, r, s et t de l'article 2.

“16. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise, in respect of its own assets and those of endowments and settlements, the following powers: Authorization of visitor required.

(a) the power to acquire or alienate immovables;

(b) the power to invest capital;

(c) the power to erect new constructions;

(d) the power to borrow money;

(e) the power to establish, acquire or alienate any work or undertaking;

(f) the power to accept the endowments contemplated in section 8;

(g) the powers stated in paragraphs g, h, i, j, k, n, q, r, s and t of section 2.

Visiteur.

« 17. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant, à l'occasion, la fonction d'évêque catholique romain du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation ou toute personne désignée comme visiteur par ce clerc.

“17. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese in which the corporate seat of the corporation is located, or any person appointed as visitor by him. Visitor.

Pouvoirs  
du visi-  
teur.

« 18. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans préjudice des droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement des dites œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qui à son avis est inapproprié ou non nécessaire à ses fins.

« 18. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of the said works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for its purposes.

Registres.

« 19. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre de la corporation, en indiquant, pour chacun, son nom en religion, la date de son admission et celle où il a cessé d'en être membre;

d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de supérieure générale de la congrégation, en indiquant la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

e) les nom, prénoms et occupation de chaque membre du conseil de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé de l'occuper;

f) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

g) la liste des dettes garanties par hypothèque sur ses immeubles, la mention du principal de chacune d'elles, une description sommaire des immeubles hypothéqués et la mention des nom et adresse du créancier ou s'il s'agit d'une émission de bons ou d'obligations, le nom du fiduciaire.

Force  
probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par la secrétaire de la corporation.

Examen,  
etc.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

« 19. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

- (a) a copy of this act;
- (b) the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- (c) the surname, given names, nationality, address and occupation of every member of the corporation, indicating, as regards each, her name in religion, the date of her admission and the date when she ceased to be a member thereof;

(d) the surname and given names of every member holding the office of superior or general of the congregation, indicating the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

(e) the surname, given names and occupation of every member of the council of the corporation, indicating as regards each the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

(f) a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

(g) a list of the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name and address of the creditor or, as regards issues of bonds or debentures, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts under the seal of the corporation and certified by its secretary.

Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his own expense.



Certificat  
de mem-  
bre.

« 20. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec ou, suivant le cas, du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, constitue, à toutes fins, la preuve qu'une personne est membre de la corporation ou fait partie de son conseil, ou exerce une fonction à laquelle s'appliquent la présente loi ou les règlements de la corporation.

« 20. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec or of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation or of its council, or holds an office to which this act or the by-laws of the corporation are applicable.

Certificate  
of mem-  
bership.

Déclara-  
tion.

« 21. La corporation doit produire au greffe de la Cour supérieure dans le district où se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 1 de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés à l'article 2 de ladite loi.

« 21. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 1 of the Companies and Partnerships Declaration Act (Revised Statutes, 1964, chapter 272); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in section 2 of the said act.

Declara-  
tion.

Dissolu-  
tion.

« 22. Sur présentation d'une requête de la corporation approuvée par son conseil et par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du diocèse dans lequel se trouve le siège social de la corporation, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour qui suit la publication d'un avis à cet fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution, les biens de la corporation sont dévolus à l'évêque catholique romain de ce diocèse, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations.

« 22. Upon petition by the corporation approved by its council and by the clergyman acting for the time being as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, the Provincial Secretary may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of dissolution, the property of the corporation, after payment of its debts and the carrying out of its obligations, shall revert to the Roman Catholic bishop of such diocese.

Dissolu-  
tion.

Donations  
autorisées.

« 23. Nonobstant toute disposition législative contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à exécuter les engagements que ces donations comportent, afin d'aider la corporation à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses divers établissements, dépendances et succursales pourvu qu'il en soit ainsi décidé par les administrateurs, à la majorité des voix, au cours d'une assemblée des administrateurs, convoquée à cette fin et à laquelle il y a quorum.

« 23. Notwithstanding any contrary or incompatible legislative provision, corporations constituted under the laws of the Province are authorized to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to carry out the commitments implied by such gifts in order to assist the corporation to defray the cost of construction and maintenance of its various establishments, dependencies and branches, provided that it be so decided by the directors by a majority vote at a meeting of directors called for such purpose at which a quorum is present.

Gifts by  
corpora-  
tions.

Forma-  
tion de  
corpora-  
tions sub-  
sidiaries.

« 24. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gou-

« 24. (1) Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may

Incorpo-  
ration of  
subsidi-  
aries.

verneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 3, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la Congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre ou, selon le cas, de ses administrateurs et de son visiteur.

Avis. 2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs. 3. Une corporation ainsi constituée a les pouvoirs d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau de la province.

Modification des fins, etc. 4. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice; un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolution. 5. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le sixième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dévolution des biens. 6. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi après paiement de ses obligations.

Requête autorisée. 7. La requête d'une corporation en vertu des paragraphes 4 et 5 doit être autorisée par la corporation constituée par la présente loi.

Succès-sion. « 25. A la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article 24, déclarer que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette

issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the objects mentioned in section 3, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the Congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member or of its directors and visitor, as the case may be.

(2) Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*. Notice.

(3) A corporation so constituted shall have the powers of a corporation constituted by letters patent under the Great Seal of the Province. Powers.

(4) Upon petition by a corporation constituted under this section the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*. Amend-ment of objects, etc.

(5) Upon the petition of a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. Dissolu-tion.

(6) In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act. Reversion of property.

(7) The petition of a corporation under paragraphs 4 and 5 must be authorized by the corporation incorporated by this act. Petition author-ized.

“25. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor, by the letters patent incorporating a corporation under section 24, may declare that such corporation succeeds a corporation then existing, and declare the latter dissolved provided that the latter has Succes-sion.

dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs, ou de ses membres, selon le cas.

Transfert  
des droits,  
etc.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations, de la date d'émission de ces lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

Enregist-  
rement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement des circonscriptions où sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

Exercice  
de pou-  
voirs.

« 26. Les pouvoirs de la corporation doivent être exercés par la corporation conformément aux dispositions des lois et règlements qui régissent l'éducation en autant que ces lois et règlements lui sont applicables.

Disposi-  
tions sau-  
vegardées.

« 27. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance hospitalisation et des lois qui régissent la pratique de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs de la corporation doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements. »

Entrée en  
vigueur.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

consented thereto by resolution of its director or directors or of its members, as the case may be.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and shall be bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposal of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and any proceedings that might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it.

Transfer  
of rights,  
etc.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws respecting registration, at the registry offices of the divisions where the immoveables are situated, a declaration showing the transfer of immoveables resulting from this act and the provisions of its letters patent and describing according to law the immoveables so transferred.

Registra-  
tion.

« 26. The powers of the corporation shall be exercised in accordance with the provisions of the laws and regulations governing education so far as such laws and regulations apply to it.

Exercise  
of powers.

« 27. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts and the powers of the corporation shall be subject to such provisions and regulations. »

Provisions  
safe-  
guarded.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.